

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La **COMMUNAUTE DE COMMUNES MEDOC ATLANTIQUE**, représentée par son président en exercice, dûment habilité à cet effet, par délibération en date du 28 juillet 2022, domiciliée en cette qualité 9 rue du Maréchal d'Ornano à SOULAC-SUR-MER (33780),

Ci-après désignée indifféremment « *la Communauté de Communes* »

La **Société Mutuelle d'Assurance des Collectivités Locales (SMACL) ASSURANCES**, société anonyme dont le siège social est 141 rue Salvador Allende 79031 NIORT CEDEX 9, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège.

Ayant tous pour Avocats Maître Xavier BOISSY, membre de la SARL BOISSY AVOCATS ASSOCIES, société d'avocats inscrite au Barreau de Bordeaux, et Maître Tiffanie DUBOIS, Avocats au Barreau de Bordeaux, demeurant 74 rue Georges Bonnac Tour n°4 - BP 5037, 33007 BORDEAUX.

qui ont participé au présent protocole,

D'une part

ET :

Madame Christiane SOULARD épouse BOUDIN, née le 5 août 1946 à BEGADAN, demeurant 62 résidence les Alyzées à LEPARRE MEDOC (33340).

Ayant pour avocat, Maître Maryannick BRAUN, membre de la SELARL MESCAM & BRAUN, Avocat au Barreau de BORDEAUX, demeurant 22 rue Ferrère, 33000 BORDEAUX

qui y ont également participé.

D'autre part

IL EST RAPPELE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

Le 16 août 2018, Madame Christiane BOUDIN effectuait une randonnée au sein d'un groupe de cyclistes sur la piste cyclable traversant le territoire de la commune de QUEYRAC.

Vers 16h30, se trouvant au lieu dit « les Pargaud », elle a chuté en raison d'une crevasse dans la chaussée dans laquelle la roue avant de son vélo se serait bloquée.

Le certificat médical établi aux urgences de la clinique de LESPARE-MEDOC par le docteur DUPUY mentionnait une ITT initiale de 21 jours, constatant :

- des dermabrasions multiples,
- une contusion mandibulaire avec trouble de l'articulé dentaire sans fracture,
- un traumatisme du rachis cervical avec fractures du corps antérieur de C3 et de l'arc postérieur de C5, stables, sans recul du mur postérieur.

Par courrier en date du 21 octobre 2019, Madame BOUDIN a, par l'intermédiaire de son conseil, adressé à la communauté de communes MEDOC ATLANTIQUE une demande indemnitaire préalable fondée sur le défaut d'entretien normal de la piste cyclable, sollicitant :

- l'organisation d'une expertise amiable contradictoire en vue de l'évaluation de ses préjudices ;
- l'allocation d'une provision d'un montant de 3000 euros.

Puis, par une requête enregistrée au greffe du tribunal administratif de Bordeaux le 24 décembre 2019, Madame BOUDIN sollicite notamment :

- l'annulation de la décision implicite de rejet de la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE ;

- la reconnaissance de la responsabilité entière de la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE dans la survenance de l'accident à raison d'un défaut d'entretien normal de l'ouvrage public, à l'exclusion de toute faute de la victime ayant contribué à cet accident ;

- la condamnation de la Communauté de Communes MÉDOC-ATLANTIQUE à lui verser une provision d'un montant de 3000 euros en réparation de ses préjudices ;
- l'organisation d'une expertise médicale afin de déterminer l'ampleur des préjudices subis ;
- la condamnation de la communauté de communes à lui verser la somme de 2000 euros au titre l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Par une ordonnance du Tribunal administratif de BORDEAUX n°1906246, en date du 22 février 2021, le Docteur Philippe SENANT a été désigné en qualité d'expert judiciaire avec pour mission de :

1°) convoquer les parties

2°) se faire communiquer tous documents relatifs aux examens, soins, interventions et traitements pratiqués sur Mme Boudin suite à sa chute du 16 août 2018 ; recueillir toutes informations orales ou écrites des parties et de tout sachant ; procéder à l'examen du dossier médical de Mme Boudin ainsi qu'éventuellement, à son examen clinique ;

3°) décrire l'état de santé de Mme Boudin ainsi que les séquelles dont elle serai atteinte ;

4°) déterminer le lien éventuel entre les séquelles présentées par Mme Boudin et sa chute survenue le 16 août 2018 ;

5°) dire si les lésions constatées ont entraîné des déficits fonctionnels temporaires et en préciser le ou les taux et la ou les durées ; préciser la part des déficits imputables de manière directe et certaine à la chute dont Mme Boudin a été victime, en excluant toute cause résultant de son état antérieur ;

6°) indiquer à quelle date l'état de Mme Boudin peut être considéré comme consolidé ; préciser s'il subsiste une incapacité permanente partielle et, dans l'affirmative, en fixer le taux, en distinguant la part imputable à la chute de celle ayant pour origine toute autre cause ou pathologie ; dans le cas où cet état ne serait pas encore consolidé, indiquer, si dès à présent, une incapacité permanente partielle est prévisible et en évaluer l'importance ;

7°) donner son avis sur l'existence éventuelle de préjudices annexes tels que souffrances endurées, préjudice moral, préjudice d'agrément, préjudice esthétique, dépenses de santé futures, assistance éventuelle d'une tierce personne, frais de logement et/ou de véhicule adapté, préjudices permanents exceptionnels, et en évaluer l'importance en distinguant la part imputable au manquement constaté de celle ayant pour origine toute autre cause ou pathologie ;

8°) donner son avis sur la répercussion de l'incapacité médicalement constatée sur la vie personnelle actuelle et future de Mme Boudin.

Le Docteur SENANT a rendu son rapport d'expertise daté des 15 et 16 juin et 22 juillet 2021 dont les conclusions sont les suivantes :

Mme BOUDIN.C, née le 6 août 1946 (74 ans), mariée, 2 enfants non à charge (1966, 1968), retraitée, présente à la suite de son accident du 16 août 2018 :

- 1) Un déficit fonctionnel temporaire partiel (DFTP) de 30% du 16 août 2018 au 03 octobre 2018, puis DFTP de 10% jusqu'à consolidation
- 2) Une date de consolidation au 16 février 2019
- 3) Un déficit fonctionnel permanent, DFP 4%
- 4) Un Quantum Doloris 2,5/7
- 5) Un Préjudice Esthétique temporaire de 2/7 du 16 août 2018 au 3 octobre 2018, pas de préjudice esthétique permanent
- 6) Pas de Préjudice d'Agrement
- 7) En l'état et du fait de l'accident considéré, il y a lieu de prévoir chez Mme BOUDIN.C, l'aide d'une tierce personne, à raison de 2 heures par jour, pendant le DFTP de 30%.

Par une requête enregistrée au greffe du Tribunal administratif de BORDEAUX le 15 mars 2022, Madame BOUDIN demandait que la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE soit condamnée à lui verser la somme de 22.167,93 €.

Par un courrier en date du 23 mars 2022, le Tribunal administratif de BORDEAUX a proposé à Madame BOUDIN de mettre en œuvre une procédure de médiation au sens des dispositions des articles L.213-1 et suivants du code de justice administrative dans le cadre du litige qui l'oppose à la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE.

Par courrier en date du 6 avril 2022, Madame BOUDIN a accepté la mise en place d'une procédure de médiation.

Dès lors qu'il était dans l'intérêt des deux parties de trouver amiablement une solution au litige, par courrier en date du 20 avril 2022, la Communauté de Communes a également confirmé au Tribunal administratif de BORDEAUX son accord pour la mise en place d'une procédure de médiation.

Par ordonnance du 10 mai 2022, le Tribunal administratif de BORDEAUX a désigné Monsieur Bruno ROMOLI en qualité de médiateur dans le litige qui oppose Madame BOUDIN à la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE.

Une réunion de médiation s'est tenue le 4 juillet 2022 au Tribunal administratif de BORDEAUX en présence des parties assistées de leurs conseils et de la SMACL ASSURANCES, assureur de la Communauté de Communes. Après la présentation du litige par le médiateur désignée par le Tribunal administratif de BORDEAUX, les parties

se sont successivement exprimées sur leur point de vue. Constatant qu'un accord était envisageable, les parties ont accepté de poursuivre les discussions dans le cadre de la médiation.

Au terme de la réunion d'expertise, les parties se sont entendues sur un partage de responsabilité à hauteur de 50%-50% dans la survenance du dommage subi par Madame BOUDIN.

Après plusieurs échanges, les parties se sont finalement accordées sur une transaction d'un montant décomposé par postes de préjudice de la manière suivante :

Postes de préjudice	Evaluation du préjudice	Droit à réparation 50%	Tiers payeurs	Application de la préférence de la victime	
				Du à la victime	Du aux tiers payeurs
DSA	1.293,25 €	646,63 €	1.254,12 €	39,13 €	607,50 €
FD	3.278,10 €	1.639,05 €	0,00 €	1.639,05 €	0,00 €
ATP	910,00 €	455,00 €	0,00 €	455,00 €	0,00 €
DFT	594,30 €	297,15 €	0,00 €	297,15 €	0,00 €
SE	3.000,00 €	1.500,00 €	0,00 €	1.500,00 €	0,00 €
PE temporaire	250,00 €	125,00 €	0,00 €	125,00 €	0,00 €
DFP	4.000,00 €	2.000,00 €	0,00 €	2.000,00 €	0,00 €
PA	500,00 €	250,00 €	0,00 €	250,00	0,00 €
Total	13.825,65 €	6.912,83 €	1.254,12 €	6.305,33 €	607,50 €
Provisions				0 €	
Solde victime				6.305,33 €	

Après application du pourcentage de responsabilité retenu de 50 %, le montant de l'indemnisation proposée à Madame BOUDIN au terme de la transaction est de **6.305,33€.**

Par courrier électronique du conseil de la Communauté de Communes MEDOC ATLANTIQUE du 18 juillet 2022, cet accord a été porté à la connaissance du médiateur désigné par le Tribunal administratif de BORDEAUX.

✧

✧ ✧

EN CONSÉQUENCE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV :

Article 1 - Objet

Le présent protocole transactionnel a pour objet l'accord amiable entre les parties pour mettre un terme aux conflits, décrits en préambule, qui les opposent.

Article 2 – Concessions réciproques

Article 2.1 - Engagements de SMACL ASSURANCES

La société SMACL ASSURANCES s'engage à verser à Madame Christiane BOUDIN la somme de 6.305,33 €.

Cette somme de 6.305,33 € sera réglée à la CARPA, à la signature des présentes par virement bancaire.

Une fois les fonds disponibles, ils seront reversés par leur conseil à Madame BOUDIN.

De même, SMACL ASSURANCES renoncera à toutes prétentions reconventionnelles.

Article 2.2 – Engagements de la Communauté de Communes

La Communauté de Communes s'engage à poser des panneaux d'avertissement en amont et en aval de la piste cyclable indiquant le risque de chaussée déformée du fait des mouvements de terrain en secteur de marais et invitant l'usager à la vigilance.

La Communauté de Communes Médoc Atlantique s'engage à prendre acte du désistement de Madame BOUDIN dans l'instance visée à l'article 2.3.

De même, la Communauté de Communes renoncera à toutes prétentions reconventionnelles formulées par elles dans cette instance et notamment celles formulées sur le fondement de l'article L.761-1 du Code de justice administrative.

Article 2.3 - Engagements de Madame Christiane BOUDIN

Moyennant le règlement par la SMACL ASSURANCES à la CARPA des sommes visées à l'article 2.1 et l'accord de la Communauté de Communes sur la pose de panneaux d'avertissement, Madame Christiane BOUDIN s'engage à se désister de l'instance introduite devant le Tribunal administratif de BORDEAUX n°2201536 le 15 mars 2022.

Madame Christiane BOUDIN présentera ses conclusions en désistement dans un délai de deux mois suivant l'entrée en vigueur de la présente convention.

Par ailleurs, lors de son désistement des instances précitées, Madame Christiane BOUDIN informera expressément le Tribunal administratif de BORDEAUX de l'abandon de ses prétentions au titre de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 4 – Régime juridique de la transaction

Les parties reconnaissent que plus aucune contestation ne les oppose et qu'elles ont mis fin à leur différend pour l'objet décrit en préambule.

Le présent protocole est une transaction au sens des dispositions des articles 2044 et suivants du Code Civil avec toutes les conséquences de droit attachées.

Par conséquent, et sous réserve de l'exécution intégrale des dispositions du présent accord, la présente transaction est insusceptible de dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

Les Parties renoncent à engager tout recours juridictionnel pour tout objet lié à l'interprétation du présent protocole transactionnel.

Aux termes des articles 2048 et 2049 du Code civil, les transactions se renferment dans leur objet et la renonciation qui y est faite à tous droits, actions et prétentions, ne s'entend que de ce qui est relatif au différend qui y a donné lieu.

Les transactions ne règlent que les différends qui s'y trouvent compris, soit que les parties aient manifesté leur intention par des expressions spéciales ou générales, soit que l'on reconnaisse cette intention par une suite nécessaire de ce qui est exprimé.

Conformément à l'article 2052 du Code civil, la présente transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaquée ni pour cause d'erreur de droit ou de lésion.

Toutefois, en cas d'aggravation de l'état de la victime par rapport aux conclusions précitées entraînant un préjudice nouveau et distinct de celui déjà réparé, en relation directe avec l'accident, cette aggravation pourra faire l'objet d'une indemnisation sans que soient remis en question le montant et les conditions de la présente transaction.

Article 5 – Confidentialité

Les parties soussignées s'obligent à conserver au présent protocole transactionnel un caractère confidentiel et s'interdisent en conséquence de faire état de ses termes, directement ou indirectement, ou de le communiquer en dehors des obligations de transmission et de communication prévues par la loi et les règlements.

Fait le _____, à Nior
Pour SMACL ASSURANCES

Fait le _____, à Lesparre-Médoc
Pour Madame Christiane BOUDIN

Fait le _____, à Souillac-sur-Mer
Pour la Communauté de Communes Médoc Atlantique, Le Président

PS : Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Lu et Approuvé, bon pour transaction et renonciation à toute instance ultérieure pour l'objet des présentes ».

Tous différends découlant de l'application et/ou de l'interprétation du présent protocole transactionnel ou en relation avec celui-ci seront soumis au Tribunal Administratif de BORDEAUX.

Article 7 – Règlement des différends

Le présent protocole transactionnel entrera en vigueur au jour de sa signature.

Article 6 – Entrée en vigueur

Il ne peut être produit par une Partie que pour assurer son exécution, notamment en justice, ou sur demande des autorités de contrôle habilitées, administratives ou judiciaires. Dans les autres cas, sa production nécessite l'accord écrit préalable de l'autre partie.

A ce titre, la SMACL s'engage à dénoncer la transaction aux tiers payeurs dans un délai de 15 jours à compter du désistement d'instance de la victime visé à l'article 2.3 du présent protocole.